

Hebdomadaire n° 254 - spécial 29  
novembre 2001

Publication de l'Assemblée  
Générale des étudiants de  
Louvain

Rue des Wallons, 67 1348

LLN Tél. : 010.45.08.88 ou  
010.47.81.13

Fax: 010.45.80.25

E-mail: Lasavate@agl.ucl.ac.be

Web: www.agl.ucl.ac.be

# La Savate



## Spéciale Mobilisation

Proposition de motion; Une autre mondialisation, une autre Europe; Déclaration de Bologne.

# Les auditoires ont changé de noms

C'est un scoop! Cette nuit, à la faveur de quelque éclipse de lune ou de tel nuage de poussière qui passait opportunément par-là, il semblerait que les auditoires du campus aient profité de l'obscurité pour se métamorphoser. En lieu et place des patronymes de tous ces morts illustres qui prêtaient complaisamment leurs noms à ces théâtres de nos études, auraient poussé, comme des champignons, de nouvelles plaques avec de nouveaux noms,... à moins bien sûr que des barbouzes de group 4 pas trop zélés n'aient trop tôt fait disparaître les restes des ripailles nocturnes de nos auditoires bien aimés.

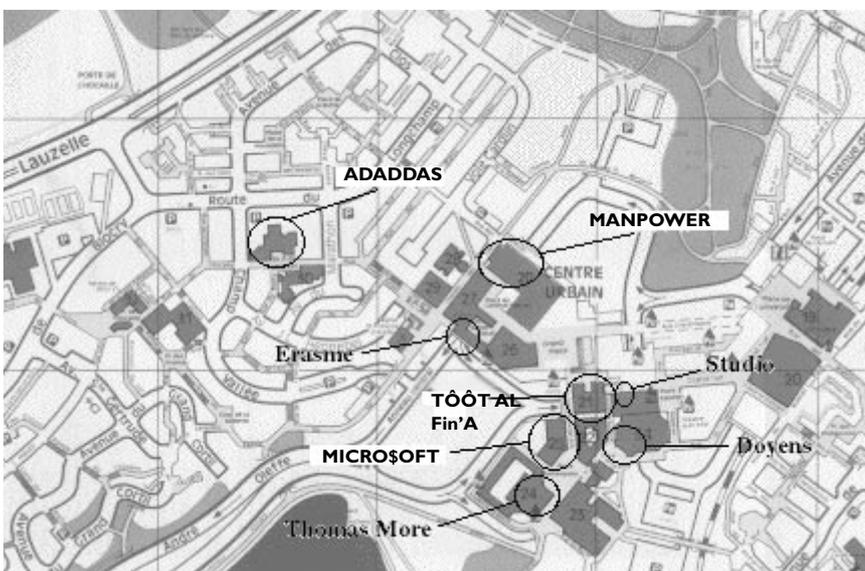
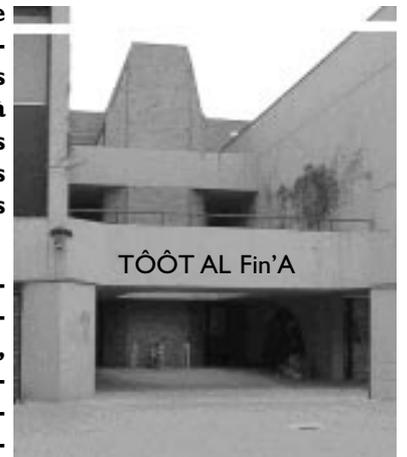
Bref, plus sérieusement, vous l'aurez compris, des insomniaques (que vous nommez potaches ou idéalistes selon que...) ont encore frappé. Et les noms choisis - Intel, Monsato ou Microsoft - pour renommer ces Socrate, Sud, Montesquieu, Agora, Sciences, ne laissent évidemment pas longtemps planer de doute quant à leur message. Il s'agit, par des actions symboliques, celle-là et d'autres, de dénoncer la privatisation dont fait de plus en plus l'objet l'enseignement et particulièrement l'enseignement supérieur.

Il se trouve en effet que ce jeudi 29 novembre, dans le cadre de la présidence belge de l'Union européenne, se déroule à Bruxelles, au Justus Lipsius, le conseil des ministres européens de l'éducation. Il se trouve aussi que les 13, 14 et 15 décembre prochains se dérouleront conjointement à Bruxelles le sommet de Laeken qui réunira les chefs d'états et de gouvernement des pays de l'Union et une très vaste mobilisation citoyenne. A l'appel de la Fédération des étudiant(e)s Francophones, de nombreux campus en Communauté française organisent aujourd'hui des actions pour sensibiliser les étudiants aux questions qui sont développées dans les pages qui suivent et pour les appeler à participer aux manifestations qui se dérouleront les 13 - manifestation des syndicats et, c'est une première, de 22 organisations étudiantes européennes - et 14 décembre- manifestation associative" - à Bruxelles.

A l'AGL et dans d'autres collectifs étudiants, avec la plate-forme "Une autre Europe pour un Autre Monde", nous pensons en effet nous trouver à la croisée des chemins: soit celui menant à un monde chaque jour plus injuste, soit celui d'un enseignement public et d'une plus grande démocratie au sein des institutions supranationales - Commission européenne, Organisation Mondiale du Commerce. Sachant que ne pas s'engager est aussi un choix responsable, nous avons choisi et marcherons à Laeken.

Concrètement, une Assemblée générale à laquelle tous les membres de la Communauté louvaniste, et plus particulièrement les étudiants, sont conviés, se tiendra dans le hall de l'auditoire Agora ce jeudi à 18h30. Nous espérons nous y retrouver nombreux.

François Schreuer





# Proposition de motion

déposée par l'AGL pour l'Assemblée générale du 29.11.01 à 18h30

A l'occasion du Conseil des ministres européens de l'Education qui se tient ce jour à Bruxelles, les étudiants de Louvain expriment leurs inquiétudes face aux logiques à l'oeuvre aujourd'hui dans l'enseignement supérieur et dans la société.

Nous constatons qu'une approche marchande de l'éducation se développe actuellement. Elle est portée de la façon la plus ouverte qui soit dans le cadre des négociations sur l'Accord général sur le commerce des services (AGCS - GATS) négocié actuellement à Genève au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Attachés au caractère public de l'enseignement, nous considérons cette évolution dangereuse.

Cela d'autant plus que les réformes en cours dans le processus d'harmonisation européenne de l'enseignement, autour du "processus de Bologne", vont dans le même sens. Au-delà des objectifs d'harmonisation des cursus et de promotion de la mobilité, on voit en effet promue une vision concurrentielle des structures d'enseignement et de recherche.

Des limitations à l'accès sur base de critères académiques ou sur base d'une augmentation du minerval sont en effet à l'ordre du jour. L'accès large à un enseignement supérieur de qualité conditionne pourtant étroitement la prospérité économique et sociale d'un pays ainsi que l'égalité des différents membres de la société quels que soient leurs situations financières.

Dès aujourd'hui, nombre d'institutions, dont l'UCL, s'engagent dans une course aux ressources de financement et à l'insertion dans des clubs fermés de recherche et d'enseigne-

ment. Nous déplorons que cette logique de compétition s'impose ainsi au détriment d'une logique de coopération plus propice au développement des connaissances. Il en va pour nous de la qualité générale de l'enseignement.

Pour contrecarrer cette marchandisation croissante de l'éducation, nous réclamons un financement public permettant à l'enseignement en général et à l'université en particulier d'assumer ses missions de service public. C'est là le meilleur rempart contre une privatisation de l'éducation.

Nous interpellons également les responsables politiques sur l'absence totale de légitimité démocratique des bouleversements actuels. L'enseignement, supérieur y compris, doit faire l'objet d'une régulation politique et ne peut à aucun moment échapper à une nécessaire discussion publique orientée vers la recherche de l'intérêt général et du bien commun.

Plus généralement, nous nous insurgons contre le manque de démocratie qui caractérise les processus de décision au niveau européen. Nous défendons une Europe démocratique, sociale, soucieuse des équilibres écologiques et promouvant le développement des Pays du Sud. C'est à ces conditions seulement que l'Europe pourra faire vivre les idéaux de paix, de démocratie et de justice sociale qu'elle dit porter.

C'est pour porter ces revendications que l'Assemblée Générale des étudiants de Louvain, réunie en **AG ce 29 novembre 2001**, appelle les étudiants à se mobiliser et à manifester pacifiquement lors du sommet européen qui se tiendra les 13,14 et 15 décembre à Bruxelles.



Pour plus d'infos:  
quelques liens utiles:

- <http://wb.attac.be>
- <http://www.attac.org>
- [users.skynet.be/cadtm](http://users.skynet.be/cadtm)
- <http://www.madeindignity.be>
- <http://www.fef.be>
- <http://www.forumsocialmundial.org.br>
- <http://www.monde-diplomatique.fr>
- <http://www.birmanie.net>

# Une autre mondialisation, une autre Europe...

**Seattle, Göteborg, Nice, Gênes,... le mouvement pour une autre mondialisation se développe. Les acteurs qui le portent viennent d'horizons multiples : syndicats, "nouveaux mouvements sociaux", ONG, étudiants, organisations politiques... Si leurs revendications apparaissent parfois éloignées les unes des autres, il n'en reste pas moins que, sur le fond, leur finalité est pareille et rencontre un écho de plus en plus large dans la population : travailler ensemble à un monde plus juste, plus respectueux de la dignité humaine et non centré prioritairement sur des enjeux financiers et économiques.**

Ainsi à Laeken verra-t-on les 13 et 14 décembre, lors du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement, une grande mobilisation. Quels en seront les enjeux, comment les comprendre ? Tout d'abord, des thèmes concernant la construction européenne. Sans nier la nécessité de construire une union politique, économique et sociale, nous critiquons la manière dont se construit l'Europe. Le manque de transparence et de démocratie est en effet patent. Le rejet du Traité de Nice en Irlande montre que les citoyens se sentent exclus du débat. Le parlement européen, seule institution de l'Union composée de mandataires élus, est manifestement écarté. Pire, seule la construction économique de l'U.E progresse; la construction politique stagne, tandis que l'Europe sociale reste au stade de belle utopie. Nos dirigeants doivent comprendre que sans un débat ouvert à tous les citoyens actuels et futurs de l'Union, intégrant les principales tendances de la "société civile", l'U.E. va droit au mur.

Les institutions européennes ne sont pas les seules à susciter l'ire de nombreux citoyens. Autre cible de choix : l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Celle-ci est à la base un organe de régulation veillant au bon fonctionnement du commerce international. Mais l'OMC apparaît de plus en plus comme le chantre d'une mondialisation centrée sur les

intérêts de la finance et des multinationales. Elle se fait l'apôtre de la libéralisation à outrance et de la privatisation du service public. Les secteurs de l'enseignement et de la santé sont dans le collimateur. A nouveau, manque de démocratie: avant le sommet de Doha, y a-t-il eu un débat public sur le mandat accordé au négociateur européen, Pascal Lamy ? Non, pas plus que sur les enjeux de ce sommet. Ici aussi donc, une réforme s'impose. Diverses propositions sont débattues: Subordonner l'OMC et les négociations telles celles de l'AGCS aux traités et engagements internationaux sur l'environnement, la coopération au développement; donner une part plus grande dans les négociations aux pays du Tiers-Monde et prendre en compte leurs intérêts; exclure d'emblée des futures négociations certains services. Il ne s'agit pas d'interdire toute négociation commerciale, mais bien de les intégrer dans une discussion plus large incluant les problématiques de développement durable, de droits sociaux,... Dans cette optique, l'instauration d'un véritable dialogue Nord-Sud, impliquant le respect de l'autre, s'avère indispensable.

## Les alternatives existent

Afin de mettre un frein à la domination de la finance internationale et de combler le fossé qui sépare les pays développés des autres, plusieurs propositions existent. Une taxe de type Tobin, faible prélèvement sur toute transaction financière impliquant une opération de change dans le monde, permettrait, combinée à d'autres mesures, de maîtriser la spéculation tout en dégagant des fonds pour l'aide au développement. Il faut également briser la spirale de l'endettement à laquelle bien des pays pauvres sont confrontés afin de dégager des moyens en faveur des soins de santé ou de l'éducation et envisager sérieusement l'annulation de cette dette. Arrêter ensuite les aides conditionnées qui se révèlent une véritable catastrophe : il s'agit d'un marché entre une institution financière internationale type FMI qui prête de l'argent à un pays à condition que celui-ci adopte des réformes structurelles dans son

économie. En clair, il faut souvent que le pays adopte un système occidental ou néo-libéral alors que celui-ci ne correspond pas à son tissu socio-économique. Il est nécessaire de remplacer ce type de prêts par une aide au développement concertée avec les acteurs locaux. Enfin, rappelons aux gouvernements qu'ils se sont engagés à consacrer 0,7% de leur PIB à la coopération, ce qui est loin d'être le cas. Et l'aide accordée l'est souvent au bénéfice de nos producteurs qui trouvent-là d'excellents marchés où écouler leurs surplus.

Voici donc quelques-uns des thèmes et propositions que nous vous invitons à défendre les 13 et 14 décembre. Malgré les différences, toutes défendent le même objectif: proposer aux hommes et femmes de tous horizons une alternative pour un monde davantage centré sur l'humain. Ce n'est pas une chimère que l'on voudrait à tout prix atteindre, mais bien un pari sur l'avenir, pari demandant une réflexion (et une révision) profonde sur la mondialisation telle qu'elle se construit. Cette réflexion doit se faire avec une visibilité maximale : chacun doit pouvoir y prendre part.



Un débat démocratique est une condition nécessaire à la réalisation de ce pari. Il est grand temps de l'ouvrir enfin.

Olivier FILOT, avec François SCHREUER et Bernard SWARTENBROEKX

## La déclaration de Bologne: des pseudo-mesures?

L'AGL s'est déjà exprimée à plusieurs reprises sur la question de l'harmonisation européenne de l'enseignement supérieur. Nous avons eu l'occasion de dénoncer les risques de privatisation qui en procèdent; le service public, selon nous, risquait de se voir détricoter au profit d'un système concurrentiel inter-universitaire. En outre, le processus d'harmonisation faisait l'impasse d'une réflexion réellement pédagogique. L'articulation des réseaux et des programmes devait essentiellement former une base formelle commune, dont l'objectif prioritaire devait fournir une base comparative aux différentes institutions: la question du rapport de l'université au secteur privé, elle, passait soigneusement sous silence. Le débat autour des futures réformes de l'enseignement supérieur fait donc l'objet d'un débat de fond. Les idées s'affrontent autour de la signification que doit revêtir la notion de service public: le contrôle de qualité de l'enseignement se limite-t-il à son examen par le consommateur? L'université doit-elle renoncer à son autonomie et à sa spécificité?

Fondamentales, ces questions confrontent des positions idéologiques tranchées. A tout le moins, il faudrait donc pouvoir les discuter dans un cadre politique légitime. Force est de constater que c'est loin d'être le cas.

En effet, l'harmonisation européenne de l'enseignement supérieur dépasse le cadre classique de l'énonciation normative. L'enseignement ne relève pas des compétences de la Communauté européenne. Aucune directive, aucun règlement n'ont été pris en ce sens. Pourtant, la réforme semble inéluctable : les universités belges s'y préparent déjà, sans songer contester les mesures proposées par le sommet de Lisbonne ou les déclarations de la Sorbonne et de Bologne. D'où vient alors l'impression que l'essentiel a déjà été décidé, que des règles contraignantes donnent le tempo à la dynamique d'harmonisation ?

Actuellement, les institutions étatiques croient faire le constat des limites du compromis social-démocrate. Elles doivent faire face à des sous-systèmes sociaux, des marchés de plus en plus volatiles. Le champ de leurs interventions semble se restreindre. Elles laissent donc, de plus en plus, la possibilité aux différents réseaux du « village global » de constituer leur propre auto-régulation. Il revient donc aux organisations commerciales, aux tables rondes d'entrepreneurs, aux associations de consommateurs, de définir leurs propres règles de contrôle et de fonctionnement : même le marché a besoin de règles pour survivre.



Au départ, ce phénomène d'auto-régulation ne prend pas des formes directement coercitives. On parlera de «lignes directrices», de «charte de fonctionnement», etc. Ce qu'on appelle les Soft laws commencent par emprunter des formes contractuelles : c'est la multiplication des acteurs, la contagion culturelle, l'enchevêtrement des engagements réciproques qui finit par solidifier leur édicition. Des juridictions arbitrales se créent parfois, qui garantissent l'exécution de certaines obligations. Bientôt, les Etats doivent reconnaître la vigueur des usages et la contrainte effective que ceux-ci exercent. Il finissent par emprunter la méthode. La Soft law devient alors le moyen le plus sûr d'imposer des mesures sans devoir passer par le processus démocratique.

Vis-à-vis des enjeux actuels, un accord passé entre acteurs ne peut se substituer à une discussion articulée autour de la

recherche du bien commun. Les processus d'auto-régulation expriment le plus souvent des intérêts sectoriels : la généralité de ses énoncés masque mal des rapports de force. Les projets de réforme actuels passent donc d'autant plus facilement qu'ils précèdent le cadre institutionnel européen ; incompétente sur les questions d'enseignement, la Communauté ne peut se saisir d'un dossier qui est essentiellement pris en charge par les Etats membres les plus importants, de puissants lobbies (ERT, le groupe de «Lisbonne»,...). Le caractère non-officiel des réformes en cours ne fait que renforcer l'insaisissabilité du processus. La Déclaration de Bologne prend paradoxalement d'autant plus de poids qu'elle n'a d'effets qu'entre ses signataires ! Son évanescence empêche sa contestation institutionnelle seul l'instauration d'un rapport de force politique permet de porter des voix divergentes, au détriment du dialogue...

Seule une Europe politique pourra donc prendre à bras-le-corps les dossiers d'harmonisation, inscrire les dynamiques d'auto-régulation dans un cadre argumenté autour du bien commun. Il faut pour cela qu'elle puisse dépasser le cadre étriqué d'un simple communauté d'intérêts économiques, qu'elle développe une culture juridique adaptée à la complexité de ses composantes. C'est pour cette Europe, une Europe dont les objectifs et les institutions seront sérieusement réformés, c'est pour cette Europe donc que nous vous appelons à manifester ces 13 et 14 décembre prochains.

John PITSEYS

**La savate est une publication gratuite de l'AGL.**

**Éditeur responsable:** Bernard SWARTENBROEKX

**Rédactrice en chef:** Mathilde COLLIN

**Collaborateurs:** François Screuer, Olivier Filot, Bernard Swartenbroekx, John Pitseys

**Mise en page:** Mathilde Collin